

Burundi : le transport en commun à Bujumbura émaillé "d'immenses" difficultés

@rib News, 20/11/2016 - Source Xinhua Le transport en commun est émaillé "d'immenses" difficultés dans la mairie de Bujumbura, ont indiqué des fonctionnaires usagers des bus dans leur déplacement au cours d'un micro baladeur récemment promené par Xinhua. Ce micro baladeur est réalisé dans les lieux de débarquement des bus effectuant le va-et-vient en provenance ou vers les quartiers périphériques de la capitale burundaise, à savoir Carama, Buterere et Kamenge (nord), ainsi que Musaga, Kanyosha et Ruziba (sud).

"La vétusté et l'insuffisance des bus de transport en commun sont au cœur de cette problématique burundaise qui s'enlise au fur des années", ont-ils fait remarquer avec une mine renfrognée et sur un ton plaintif. Les commerçants, les colliers et les élèves qui empruntent ces axes, ont abondé dans le même sens, en ajoutant que cette vétusté et cette insuffisance des bus de transport en commun, influent négativement sur leur rendement parce qu'arrivant en retard aux lieux de travail. En effet, ont-ils expliqué, les bus de transport en commun, qu'ils relèvent du secteur privé ou public à travers la société paratransport "Office du transport en commun" (OTRACO), se raréfient de plus en plus dans la municipalité urbaine de Bujumbura, particulièrement aux heures de pointe (6H30 locales et 17H30, respectivement au départ et à la rentrée du service). "En début de matinée, les fonctionnaires de l'Etat, les travailleurs des entreprises privées, les colliers et élèves, ainsi que les marchands, en arrivent parfois, à attendre deux heures durant pour que les premiers bus de transport en commun arrivent pour les ramasser. Mais ils sont coincés sur les axes routiers dans leurs zones respectives d'habitation", ont-ils témoigné par ailleurs. Du fait de la carence des bus pour le transport en commun, ont-ils ajouté, des scènes de violence horribles sont enregistrées au quotidien à la rentrée du service au centre de la ville de Bujumbura, sur les vestiges de l'ancien marché central, parti en fumée le 27 janvier 2013. "Là bas, près des parkings où sont garés les véhicules de transport en commun, des scènes de barbarie sont enregistrées fréquemment, opposant des passagers anxieux, les nerfs tendus, rivalisant d'ardeur dans des manœuvres de blocage, pour se frayer des endroits de concentration dans les bus d'embarquement. Dans ces moments-là, les bonnes manières sont laissées aux oubliettes, car même des hommes cravatés et des femmes en minijupe ou en robe, n'hésitent pas à s'adonner à ces scènes de violence pour se faire embarquer en passant par les fenêtres des bus", ont rapporté quelques fonctionnaires indignés. Ils ont fait remarquer que de telles situations "chaotiques" font le bonheur des délinquants et autres "pick-pocket", qui se la coulent douce, en volant de l'argent, des téléphones et des bijoux (chaînettes) des passagers en bousculade et en lutte pour décrocher une place dans ces bus qui se raréfient de plus en plus à la tombée de la nuit. Au cours d'un entretien avec Xinhua, Charles Ntirampeba, secrétaire général de l'Association des transporteurs du Burundi (ATRABU), ces problèmes de transport en commun au Burundi, ne sont pas une nouveauté en tant que telle, mais se sont accumulés au fur des années. Pour M. Ntirampeba, au cœur du malaise actuel, il y a le fait que la plupart des bus appartenant à des privés, "sont usés et sans que ces derniers soient capables d'en acheter des nouveaux, car devenus trop chers par rapport à leur pouvoir d'achat". En effet, a-t-il expliqué, une ordonnance ministérielle datant de l'an 2008 interdit l'importation des bus de transport en commun de type "main gauche" alors qu'ils sont moins chers, et exige en revanche ceux de "main droite" et d'un coût onéreux. Car, a-t-il illustré, un bus de transport contenant 30 places assises, de type main gauche, coûte actuellement 45 millions de BIF, alors que celui de main droite, est acheté pour 180 millions BIF, une somme qu'un transporteur burundais peut "difficilement" se procurer. L'implication de cette interdiction ministérielle pour l'importation des bus de transport de type main gauche majoritaires sur le terrain burundais, est que la plupart d'entre eux "sont devenus des épaves suite à une usure très avancée", dans un environnement où un bon nombre de transporteurs ne peuvent plus s'acheter de nouveaux bus. Par ailleurs, a-t-il relevé, "le récent retrait de la circulation temporaire de plus de 40 bus par la police de roulage pour que leurs propriétaires pensent à leur réparation ou aillent faire en contre la technique", a empiré la situation sur l'accès au transport en commun au Burundi. La mise en place d'un "fonds de garantie bancaire en faveur de la promotion du transport en commun" par l'Etat du Burundi, est une piste qu'il faudrait explorer pour "sortir de cette impasse", a-t-il insisté. De la sorte, a-t-il estimé, les transporteurs privés, pourraient avoir accès aux bus de type main droite, aujourd'hui recommandés par les autorités burundaises en charge de la gestion du secteur des transports. L'autre voie de sortie, a-t-il plaidé, serait que le gouvernement burundais réserve une suite favorable aux doléances relatives à l'exonération des bus de type main droite pour le paiement des impôts et taxes au cours du processus d'importation et d'exploitation. Selon le directeur général des transports au ministère burundais en charge du transport, Jean-Claude Mpawenimana, une issue favorable ne peut être obtenue pour ces requêtes pour l'exonération du paiement des taxes au cours de l'importation des bus de type main droite recommandés par le code de la route, parce que les exonérations "coûtent trop cher" à l'Etat du Burundi. A titre illustratif, il a indiqué qu'en 2015, le transporteur public a enregistré un manque à gagner d'un montant avoisinant 80 milliards BIF. Il a saisi l'occasion pour souligner que l'interdiction de l'importation des bus de transport de type main gauche se justifie par le fait que "leurs portes s'ouvrent dans la route dans un pays comme le Burundi où l'on roule à droite, un état de fait à l'origine de beaucoup de accidents de circulation dans le pays au cours de ces dernières années".